

s'attribuer le mérite d'avoir obtenu une amélioration dans ce domaine. C'est une amélioration que de nombreux Canadiens—j'oserais même dire la majorité des Canadiens—souhaitaient désespérément et sincèrement et qu'ils accueillent maintenant avec beaucoup de satisfaction.

A tout prendre, monsieur le président, je trouve la programmation beaucoup plus équilibrée maintenant. Il y a sûrement moins de ce que j'appelais de l'antiaméricanisme brailard et déraisonnable dans les bulletins de nouvelles télévisées de Radio-Canada et à certaines émissions sur les affaires publiques, comme *Viewpoint*, où l'on exprime le point de vue de Sirius. Je le répète, ces indices de plus en plus nombreux d'une objectivité équilibrée est une réaction aux opinions exprimées à la Chambre et à l'extérieur, non pas seulement par ces professionnels, journalistes et d'autres membres du monde professionnel qui se sont prononcés, mais par les citoyens moyens qui ont fait connaître leurs opinions par la poste, à des réunions et de vive voix. Je crois qu'ils peuvent être satisfaits de cette nette amélioration apportée à notre service national de radiodiffusion et à sa façon de présenter les événements et les affaires du pays. Il reste beaucoup à faire, mais on a la preuve que bon nombre des critiques formulées par certains d'entre nous au sujet de Radio-Canada étaient fondées.

● (9.50 p.m.)

Il y a environ dix jours, M. Marcel Ouimet, un haut fonctionnaire de la société, s'est vu forcé d'écrire une note de service attirant l'attention sur l'influence des séparatistes au sein de la Société et sur les programmes à tendance séparatiste. Depuis deux ans, des témoignages, avec preuves à l'appui, de ces menées regrettables et malfaisantes ont été donnés à la Chambre et à l'extérieur. Malheureusement, ces pratiques sont difficiles à prouver. De caractère sensationnel et provoquant la critique, elles tendent à compromettre la crédibilité de celui qui porte l'accusation. Il y a lieu, je pense, de féliciter ceux qui se sont élevés contre le fait qu'on se sert de Radio-Canada pour répandre les idées séparatistes.

Le bien-fondé des critiques lancées contre la Société ne fait aucun doute. L'initiative récente de M. Marcel Ouimet a fait ressortir de façon claire et nette qu'on exploitait et qu'on manipulait à des fins déplorables, les installations de la radiodiffusion nationale qui sont financées par tous les contribuables. Cette manipulation et cette exploitation étaient si graves et si indéniables qu'un haut

[M. Sherman.]

dirigeant, M. Ouimet, s'est cru contraint de faire savoir à ses subalternes préposés à la production des émissions qu'il était au courant de ces menées et qu'ils avaient la responsabilité, dans l'intérêt du Canada et de la Confédération, d'y mettre fin au sein de la Société, tout en respectant la constitution et les lois. Qu'on se rappelle, par contre, que bon nombre d'employés de la Société font preuve de loyauté et de patriotisme à l'égard de la nation.

On a pu se rendre compte, ces jours derniers, qu'il reste beaucoup à faire pour améliorer l'activité de la Société. Néanmoins, ayant librement critiqué Radio-Canada, je profite de cette occasion pour déclarer qu'il faut rendre hommage à qui l'hommage est dû. Les directeurs d'émissions et les administrateurs supérieurs de Radio-Canada ont fait, ces dernières semaines, des efforts concertés pour imprimer un ton impartial à leurs émissions d'affaires publiques et je les en félicite. Il est possible d'apporter plus d'équilibre à ces émissions, et la vigilance et le sérieux administratifs sont tout aussi possibles et nécessaires. Un premier effort a été fait, toutefois, pour améliorer les choses, et je manquerais à mon devoir de député que ce domaine intéresse si je refusais de reconnaître les améliorations apportées.

Je veux dire un mot ou deux du Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion qui est couvert par ce crédit du budget. Certaines de mes remarques ne portent pas sur ce point central, mais puisque Votre Honneur a été assez charitable pour permettre à des préopinants de s'en écarter, j'espère que vous ferez de même pour moi, et je vous remercie de m'accorder une certaine latitude.

En songeant au BGR, nous devons nous rendre à l'évidence qu'en matière de radiodiffusion, le Canada est arrivé à la fin d'une époque, époque importante pour une importante industrie. Bientôt, le BGR disparaîtra et sera remplacé par un organisme de réglementation, le Conseil de la radio-télévision canadienne. Il nous incombe, présentement, de saluer en lui un organisme éclairé, qui a beaucoup apporté à la radiodiffusion canadienne. Il convient en particulier que les députés saluent le président sortant du BGR, M. Andrew Stewart. J'ignore quels sont les projets d'avenir de M. Stewart car je n'ai pas été mis au courant des décisions qui auraient été prises. Cependant, à en juger par le silence qu'on garde sur le sujet, j'imagine que M. Stewart ne projette pas, à l'heure actuelle, de demeurer actif dans le domaine de la radiodiffusion.